



**PRÉFET  
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot  
2 quai de Verdun  
82000 Montauban

Montauban, le 15/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**NUTRIBIO**

Avenue Fernand Belondrade  
BP 805  
82000 Montauban

Références : JR/S 2025-0250  
Code AIOT : 0006802449

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2025 dans l'établissement NUTRIBIO implanté Avenue Fernand Belondrade BP 805 82000 Montauban. L'inspection a été annoncée le 25/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite fait suite au signalement par l'exploitant d'un déversement accidentel de soude dans la station d'épuration de l'usine et dans le cours d'eau attenante, survenu le mardi 24 juin 2025.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NUTRIBIO
- Avenue Fernand Belondrade BP 805 82000 Montauban
- Code AIOT : 0006802449

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Nutribio exerce une activité de transformation de lait et de ses produits dérivés et notamment du lait infantile en poudre conventionnel ou bio.

Cet établissement est autorisé au titre de la législation des installations classées par un arrêté préfectoral du 15 janvier 2001 modifié en dernier lieu par l'arrêté du 3 décembre 2024.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Pollution

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Incident/accident	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R512-69	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30 jours
2	Système de management environnemental	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article II.5.XII	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
3	Principes généraux de prévention des risques.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Demande d'action corrective	30 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection demande à l'exploitant de compléter son rapport d'incident, de lui transmettre le programme de maintenance et le dernier rapport de contrôle concernant la pompe défaillante et les pompes similaires, de recenser les zones à risques, notamment les tuyauteries aériennes, et de lister les mesures techniques et organisationnelles qui peuvent être mises en place afin d'éviter une atteinte ou dommage à l'environnement.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Incident/accident**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/09/2020, article R512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport d'incident
<b>Prescription contrôlée :</b>

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

#### **Constats :**

L'exploitant a signalé à l'inspection le mardi 24 juin un incident survenu le jour même.

Une fuite d'au maximum 10 m<sup>3</sup> de soude concentrée à 50% a été détectée à 16h.

Elle s'est produite au niveau d'une pompe de soutirage d'une cuve de 35 m<sup>3</sup>. La pompe présentait une fuite induisant :

- un écoulement dans le bac de collecte des égouttures du stockage de soude. Ces écoulements ont ainsi été récupérés et envoyés vers la station d'épuration, avant rejet dans le cours d'eau le Tescou.
- une projection de soude sur un mur en dehors de la zone de collecte avec possibilité d'infiltration dans les sols et rejets éventuels dans le Tescou.

L'exploitant indique avoir dès la détection de la fuite :

- Remplacé la pompe fuyarde par les équipes techniques.
- Bridé la vanne du bassin tampon de la station d'épuration afin d'isoler l'effluent chargé.
- Arrêté les installations de production permettant la limitation des envois des effluents vers la station d'épuration.

Les mesures réalisées par l'exploitant révèlent des dépassements ponctuels modérés des valeurs autorisées de pH, demande chimique en oxygène, matières en suspension et phosphore.

Ces paramètres sont tous redevenus conformes le vendredi 27 juin 2025.

Un rapport d'incident a été transmis à l'inspection le 1er juillet 2025.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de compléter son rapport en précisant plus spécifiquement l'analyse des causes et les mesures envisagées pour éviter un incident similaire et pour en pallier les effets.

**Type de suites proposées :** Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

**N° 2 : Système de management environnemental**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article II.5.XII
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintenance
<b>Prescription contrôlée :</b>  Meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à toutes les installations 5. Système de management environnemental L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) présentant toutes les caractéristiques suivantes : [...] XII. Mise en œuvre de programmes de maintenance appropriés [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique que la fuite a été causée par la défaillance d'une pompe.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection demande la transmission du programme de maintenance et le dernier rapport de contrôle concernant la pompe défaillante, ainsi que pour les pompes similaires au sein de ses installations.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

**N° 3 : Principes généraux de prévention des risques.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation. Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.
<b>Constats :</b>  L'inspection constate que la zone de collecte des égouttures étant directement reliée à la station

d'épuration sans qu'il n'existe de vanne d'isolement, la collecte de la fuite de produit polluant n'a pas permis d'éviter la contamination du milieu naturel.  
Par ailleurs, une partie de la fuite s'est directement infiltrée dans le sol, en dehors de la zone de collecte.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de recenser au sein de son établissement les zones à risques où sont stockées et où transitent des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols, notamment les tuyauteries aériennes, et de lister les mesures techniques et organisationnelles qui peuvent être mises en place afin d'éviter une atteinte ou dommage à l'environnement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 30 jours